



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Action Sociale Finances Logement (ASFL)

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025  
Action Sociale Finances Logement (ASFL)  
40 avenue des Terroirs de France - 75012 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Action Sociale Finances Logement (ASFL)**

40 avenue des Terroirs de France - 75012 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Action Sociale Finances Logement (ASFL),

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Action Sociale Finances Logement (ASFL) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Direction.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La défense, le 4 juin 2026

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

## BILAN - ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

ACTIF	BRUT	AMORT/PROV	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
<b>ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>71 816 815</b>	<b>32 119 875</b>	<b>39 696 940</b>	<b>48 394 508</b>
<i>Concession, brevets, logiciels, droits</i>				
Logiciels	2 007 264	1 692 119	315 145	348 646
Droits de réservation de logements	63 022 211	29 740 904	33 281 308	42 036 081
Droits de réservation sur fonds propres	2 264 340	686 852	1 577 488	1 622 775
<i>Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes</i>				
Droits de réservation en cours	4 523 000	0	4 523 000	3 807 000
Avances et acomptes logiciels	0	0	0	12 007
Acomptes versés sur droits de réservation	0	0	0	568 000
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>159 137</b>	<b>146 723</b>	<b>12 414</b>	<b>31 048</b>
<i>Installations générales et agencements</i>	<i>151 408</i>	<i>142 588</i>	<i>8 820</i>	<i>25 909</i>
<i>Matériel de bureau</i>	<i>7 729</i>	<i>4 136</i>	<i>3 594</i>	<i>5 138</i>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>142 681 375</b>	<b>125 320</b>	<b>142 556 055</b>	<b>152 443 327</b>
<i>Participations</i>	<i>32 967</i>		<i>32 967</i>	<i>32 967</i>
<i>Prêts</i>				
Prêts aux agents	56 872 603	125 320	56 747 283	53 909 900
Prêts de réservation de logements	82 905 004	0	82 905 004	95 631 276
Prêts de réservation sur fonds propres	2 768 000	0	2 768 000	2 768 000
<i>Autres</i>	<i>102 801</i>	<i>0</i>	<i>102 801</i>	<i>101 184</i>
<b>TOTAL (I)</b>	<b>214 657 327</b>	<b>32 391 919</b>	<b>182 265 409</b>	<b>200 868 882</b>
<b>ACTIF CIRCULANT (II)</b>				
<b>Clients, usagers et comptes rattachés</b>	<b>130 304</b>	<b>122 999</b>	<b>7 304</b>	<b>8 713</b>
<b>Autres créances</b>	<b>1 059 832</b>	<b>0</b>	<b>1 059 832</b>	<b>974 587</b>
<i>Frais de dossier</i>	<i>658 141</i>	<i>0</i>	<i>658 141</i>	<i>663 464</i>
<i>Autres</i>	<i>401 691</i>	<i>0</i>	<i>401 691</i>	<i>311 123</i>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>62 538 179</b>	<b>0</b>	<b>62 538 179</b>	<b>58 021 721</b>
<i>Droits de réservation gérés en flux</i>	<i>62 375 231</i>	<i>0</i>	<i>62 375 231</i>	<i>57 859 929</i>
<i>Autres charges constatées d'avance</i>	<i>162 947</i>	<i>0</i>	<i>162 947</i>	<i>161 792</i>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>13 500 000</b>	<b>0</b>	<b>13 500 000</b>	<b>6 000 000</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>32 553 297</b>	<b>0</b>	<b>32 553 297</b>	<b>41 685 254</b>
<i>Affectée aux réservations en cours</i>	<i>16 091 750</i>	<i>0</i>	<i>16 091 750</i>	<i>13 575 850</i>
<i>Affectée aux prestations non réglées</i>	<i>1 490 250</i>	<i>0</i>	<i>1 490 250</i>	<i>1 745 250</i>
<i>Affectée aux aides à la propriété non réglées</i>	<i>4 809 966</i>	<i>0</i>	<i>4 809 966</i>	<i>5 124 158</i>
<i>Autres postes</i>	<i>10 161 330</i>	<i>0</i>	<i>10 161 330</i>	<i>15 239 996</i>
<b>TOTAL (II)</b>	<b>109 781 611</b>	<b>122 999</b>	<b>109 658 612</b>	<b>106 690 276</b>
Frais d'émission d'emprunts (III)	0	0	0	0
Primes et remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0	0	0	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>324 438 938</b>	<b>32 514 918</b>	<b>291 924 020</b>	<b>307 559 158</b>

## BILAN - PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

PASSIF	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
	TOTAL	TOTAL
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	170 288 408	173 546 319
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	8 331 086	11 332 005
Report à nouveau	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 204 617	-5 315 225
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>169 414 877</b>	<b>179 563 098</b>
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	99 465 899	106 563 400
Provisions réglementées	0	0
<b>TOTAL (I)</b>	<b>268 880 775</b>	<b>286 126 498</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
<i>Sur subventions de fonctionnement</i>	0	0
<b>TOTAL (II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés	0	0
Emprunts et dettes bancaires	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	136 654	264 521
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	420 360	371 183
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 687 000	5 877 000
<i>Droits de réservation en cours</i>	<i>5 667 000</i>	<i>3 807 000</i>
<i>Prêts de réservation en cours</i>	<i>2 020 000</i>	<i>2 070 000</i>
<i>Droits de réservation en cours sur fonds propres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres dettes	14 799 231	14 919 956
<i>Prestations accordées et non payées</i>	<i>1 490 250</i>	<i>2 033 363</i>
<i>Dettes sur aide à la propriété en cours</i>	<i>4 809 966</i>	<i>5 124 158</i>
<i>Droits de réservation - gestion en flux</i>	<i>5 392 250</i>	<i>6 863 850</i>
<i>Droits uniques</i>	<i>3 012 500</i>	<i>835 000</i>
<i>Autres</i>	<i>94 265</i>	<i>63 585</i>
Produits constatés d'avance	0	0
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>23 043 245</b>	<b>21 432 660</b>
Ecart de conversion passif (V)	0	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>291 924 020</b>	<b>307 559 158</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
<b>Produits d'exploitation</b>		
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>315 080</b>	<b>151 940</b>
Frais de dossier prêts court terme	146 000	151 940
Autres produits	169 080	
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>6 588 986</b>	<b>6 565 540</b>
<u>Subventions d'exploitation</u>		
Aides Première Installation	6 099 980	6 000 000
Aides Première Installation - années antérieures	78 150	97 153
Remboursements anticipés bonifications et APR	262 478	341 661
Remboursement tiers	127 991	126 641
Autres produits	20 386	85
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions</b>	<b>8 472 705</b>	<b>10 590 657</b>
QP de subvention d'investissement virée au résultat	8 193 727	10 320 592
Reprise de provisions sur actif immobilisé	127 030	141 029
Reprise de provisions sur actif circulant	151 947	129 036
<b>Produits des cessions d'immobilisation incorporelles et corporelles</b>	<b>243 364</b>	<b>0</b>
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>15 620 135</b>	<b>17 308 136</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>-2 577 013</b>	<b>-2 633 502</b>
Loyers Vincennes	-489 563	-444 466
Fonctionnaires mis à disposition	-1 423 514	-1 369 068
Autres	-331 968	-409 984
<b>Aides financières</b>	<b>-9 679 340</b>	<b>-9 031 814</b>
Aides Première Installation	-6 956 954	-6 628 146
Aide à la propriété	-2 722 386	-2 403 668
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>-142 614</b>	<b>-112 043</b>
<b>Salaires</b>	<b>-1 085 429</b>	<b>-862 673</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>-449 373</b>	<b>-337 107</b>
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</b>	<b>-3 309 956</b>	<b>-5 604 632</b>
Dotations aux amortissements sur fonds propres	-45 287	-79 919
Dotation aux amortissements-immobilisations incorporelles	-3 246 035	-5 505 876
Dotation aux amortissements-immobilisations corporelles	-18 634	-18 838
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>-248 319</b>	<b>-277 266</b>
Dotations aux provisions sur actif circulant	-248 319	-277 266
<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</b>	<b>-247 853</b>	
<b>Reports en fonds dédiés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres charges</b>	<b>-8 425 129</b>	<b>-5 688 404</b>
Pertes sur prêts	-32 805	-4 816
Charges d'inoccupation	-674 615	-652 391
Droits uniques de réservation	-2 788 593	-235 314
Droits de réservation gérés en flux	-4 929 059	-4 795 879
Autres	-58	-5
<b>TOTAL II</b>	<b>-25 833 057</b>	<b>-24 137 458</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-10 212 922</b>	<b>-6 829 321</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025 (suite)

	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
<b>Quote-part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 133 858	1 669 989
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>1 133 858</b>	<b>1 669 989</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>1 133 858</b>	<b>1 669 989</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>-9 079 064</b>	<b>-5 159 332</b>
<b>Produits exceptionnels (VII)</b>	<b>0</b>	<b>56 571</b>
<b>Charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>0</b>	<b>-46 210</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>0</b>	<b>10 361</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (IX)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (X)</b>	<b>-125 553</b>	<b>-166 254</b>
<b>Total des produits (I + III + V + VII)</b>	<b>16 753 993</b>	<b>19 034 697</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>-25 958 610</b>	<b>-24 349 922</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-9 204 617</b>	<b>-5 315 225</b>



# ANNEXE

ASFL est une association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, elle a pour objet de faciliter le logement des agents des ministères économiques et financiers et de leurs familles.

À cet effet, elle met en œuvre des prestations sociales concernant le logement, sous forme de réservation et d'attribution de logements sociaux, et d'attribution d'aides et de prêts au logement, dans le respect de la réglementation dont relèvent le cas échéant ces prestations (notamment le code de la construction et de l'habitation et le code de la consommation).

## I - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le total du bilan clos le 31 décembre 2025 est de 291 924 020 €.

L'exercice, d'une durée de 12 mois, dégage un résultat déficitaire de 9 204 617 €.

### Faits marquants

La subvention annuelle effectivement versée est de 6 099 980 €.

#### Effectifs d'ASFL :

Depuis 2019, ASFL ne peut plus recourir à de nouvelles mises à disposition de fonctionnaires. Aussi, pour chaque départ à la retraite ou demande de mobilité, il est procédé au recrutement d'un contractuel de droit privé, ce qui explique l'augmentation du nombre de salariés privés.

En 2021, ASFL a dépassé seuil des 11 salariés privés dont la principale incidence a été la mise en place d'un Comité Social et Économique en avril 2022.

Au 31/12/2025, ASFL compte 29 salariés de droit privé, soit 4/5 des effectifs de l'association.

#### Impacts de l'application de la Loi Élan concernant la gestion en flux :

La gestion en flux prévue par la loi Élan a été mise en œuvre en novembre 2023. Elle a nécessité un changement de méthode de comptabilisation des opérations concernant les logements du parc financés en PLAI, PLUS, PLS (ou équivalent) soit environ 45% du parc. A ce titre, des sorties d'immobilisations incorporelles nettes ont eu lieu à hauteur de 60 795 808 € en 2024 et 8 281 361 € en 2025, réintégrées en charges constatées d'avance à la date de signature des conventions de conversion.

Au 31/12/2025, le nombre de mises à disposition de logements attendues s'élève à 4 717. La valorisation de ces mises à disposition à venir s'élève à 62 375 231 €.

#### Hausse des prêts aux agents :

La forte hausse du montant des prêts aux agents (environ 4 M€ et 3 M€ respectivement en 2024 et 2025) s'explique majoritairement par une augmentation importante du prêt immobilier complémentaire dont le montant est élevé (jusqu'à 17 000 € en zone 2 et jusqu'à 22 000 € en zone 1). Dans cette situation, cette prestation mobilise beaucoup de trésorerie qui reviendra au fur et à mesure des remboursements des agents.

## II – ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Depuis la clôture de l'exercice, nous n'avons enregistré aucun événement important.

## III - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### Plan comptable des associations

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

- ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2023-03, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

### Changement de réglementation comptable :

Le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers s'applique obligatoirement aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2025. Ainsi ASFL présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Le principal impact est le suivant : Le résultat exceptionnel ne comprend plus que les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Ainsi le résultat exceptionnel 2025 est nul. Il s'élevait en 2024 à 10 361 € constitué principalement de plus-values nettes de cessions d'immobilisations. En 2025, les produits de cession d'immobilisations s'élèvent à 243 364 €, classés parmi les produits d'exploitation, la valeur nette comptable des éléments cédés s'élève à 247 853 €, classée parmi les charges d'exploitation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06.
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### • **Immobilisations incorporelles**

Les droits de réservation sont enregistrés à l'actif du bilan dès la signature d'une convention de financement avec l'inscription au passif, « en autres dettes », de la contrepartie. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis en linéaire en fonction de la durée de la convention de réservation. Le point de départ des amortissements est la date de la livraison des logements. Les acomptes sont comptabilisés en avances et acomptes versés sur immobilisations entre la date de signature de la convention et celle de la livraison des logements.

Les logiciels sont quant à eux évalués à leur valeur historique.

- **Immobilisations financières : participations**

Les titres de participations sont évalués à leur valeur historique.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat.

En l'absence d'éléments de risque, il n'y a pas lieu de constituer de provision pour dépréciation.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- **Trésorerie**

La trésorerie de l'association est composée :

- de valeurs mobilières de placement, valorisées selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré ;
- de comptes à terme ;
- de livrets d'épargne ;
- de trésorerie liquide et disponible.

- **Subventions avec et sans droit de reprise**

Les subventions apportées par l'État et affectées à des biens renouvelables sont affectées en fonds propres avec droits de reprise.

Elles peuvent être avec ou sans droit de reprise selon qu'elles sont mises à disposition définitivement ou provisoirement au profit de l'association.

L'apport sans droit de reprise correspondant à un bien durable utilisé pour les besoins propres de l'association figure en fonds associatifs. Si ce n'est pas le cas, il est à inscrire au compte de résultat.

S'agissant des apports avec droit de reprise, ce dernier interviendrait en cas de dissolution de l'association.

En complément de l'inscription en fonds associatifs, l'association doit veiller à traduire en comptabilité les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'État.

- **Fonds dédiés**

Les fonds dédiés sont des engagements, pris vis-à-vis des tiers, d'emploi des subventions, dons ou legs.

Pour les actions prévues dans la convention d'attribution de la subvention qui ne sont pas totalement finalisées en fin d'année, les fonds dédiés sont inscrits en charge au compte de résultat dans un compte « d'engagements à réaliser sur subventions affectées » pour le ou les exercices futurs, l'origine des fonds apparaissant au passif du bilan sous forme de « fonds dédiés ».

## IV - NOTES SUR LE BILAN

### A - ACTIF DU BILAN

#### 1 - Immobilisations

Mouvements des immobilisations (*En valeurs brutes*)

	DÉBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>96 098 639</b>	<b>5 956 561</b>	<b>30 238 385</b>	<b>71 816 815</b>
Logiciels				
Logiciels	1 920 703	86 561		2 007 264
Avances et acomptes	12 007	0	12 007	0
<i>Droits de réservation de logements</i>				
Opérations livrées	87 526 589	2 826 000	27 330 378	63 022 211
Acomptes versés	568 000	1 164 000	1 732 000	0
Réservations en cours	3 807 000	1 880 000	1 164 000	4 523 000
Opérations livrées sur fonds propres	2 264 340	0		2 264 340
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>159 137</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>159 137</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>152 584 355</b>	<b>16 282 068</b>	<b>26 185 048</b>	<b>142 681 375</b>
Titres de participations	32 967	0	0	32 967
<i>Prêts aux agents</i>				
Prêts amélioration habitat	8 873 505	3 511 450	4 045 778	8 339 176
Prêts immobilier	42 034 279	11 393 300	7 883 223	45 544 356
Prêts adaptation handicap	850 314	177 800	177 126	850 988
Prêts sinistre immobilier	322 275	133 600	107 069	348 806
Prêts logement étudiant	182 723	69 100	94 633	157 190
Prêts d'honneur	10 000			10 000
Prêts équipement logement	1 777 833	845 200	1 000 946	1 622 087
<i>Sous total prêts aux agents</i>	54 050 929	16 130 450	13 308 776	56 872 603
<i>Prêts réservation de logements</i>				
Opérations livrées	93 511 276	100 000	12 726 272	80 885 004
Acomptes versés	50 000	50 000	100 000	0
Réservations en cours	2 070 000	0	50 000	2 020 000
Opérations livrées sur fonds propres	2 768 000	0	0	2 768 000
Dépôts de garantie	101 184	1 617	0	102 801
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>248 842 131</b>	<b>22 238 629</b>	<b>56 423 433</b>	<b>214 657 327</b>

## 1-2 Titres de participation

L'association détient uniquement des actions de la société d'HLM « Résidences le Logement des Fonctionnaires ».  
Les informations la concernant sont les suivantes :

- valeur des titres : 32 967 €
- pourcentage de détention : 91,00 % du capital

### Comptes 2025

- capital et réserves au 31/12/25 : 125 286 247 €,
- résultat 2025 : 7 580 222€

Créances et dettes rattachées en valeur brute au 31/12/2025 :

- prêts relatifs aux droits de réservation : 0 €,
- encours sur droits de réservation : 308 500 €,
- encours sur droits de réservation sur fonds propres : 0 €,
- Loyers d'inoccupation : 27 554 €

Nombre de mises à disposition de logements attendues au 31/12/2025 : 2 376

Valorisation des mises à disposition à venir au 31/12/2025 : 13 846 331,09 €

## 2 - Amortissements

	DUREE D'AMOR- TISSEMENT	MODE D'AMOR- TISSEMENT	DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES / SORTIES	FIN EXERCICE
<b>Immobilisations incorporelles</b>			<b>47 704 131</b>	<b>3 291 321</b>	<b>18 875 577</b>	<b>32 119 875</b>
Droits de réservation subventionnés	15 à 50 ans	Linéaire	45 490 508	3 125 973	18 875 577	29 740 904
Droits de réservation sur fonds propres	50 ans	Linéaire	641 565	45 287	0	686 852
Logiciel comptable	5 ans	Linéaire	16 684	0	0	16 684
Logiciel licence Office PME	1 an	Linéaire	749	0	0	749
Logiciel de gestion Odyssee	5 ans	Linéaire	753 196	27 213	0	780 410
Logiciel de gestion Tipi	5 ans	Linéaire	801 428	92 849	0	894 277
<b>Immobilisations corporelles</b>	5 à 9 ans	Linéaire	<b>128 089</b>	<b>18 634</b>	<b>0</b>	<b>146 723</b>

### 3 – Dépréciations

	DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>141 029</b>	<b>125 320</b>	<b>141 029</b>	<b>125 320</b>
<i><u>Prêts aux agents</u></i>				
Prêts amélioration de l'habitat	12 106	10 400	12 106	10 400
Prêts immobilier	105 985	95 386	105 985	95 386
Prêts adaptation handicap	2 404	2 119	2 404	2 119
Prêt logement enfant étudiant	38		38	0
Prêt équipement du logement	19 145	17 416	19 145	17 416
Prêts sinistre immobilier	1 351		1 351	0
<b>CREANCES</b>	<b>136 238</b>	<b>122 999</b>	<b>136 238</b>	<b>122 999</b>
<i><u>Clients, usagers et comptes rattachés</u></i>				
Prêts amélioration de l'habitat	22 496	21 834	22 496	21 834
Prêts immobilier	44 174	31 239	44 174	31 239
Prêts adaptation handicap	1 236	1 608	1 236	1 608
Prêt logement enfant étudiant	167	154	167	154
Prêts Long Terme	6 762	5 819	6 762	5 819
Prêt équipement du logement	56 782	59 414	56 782	59 414
Prêts sinistre immobilier	3 620	2 931	3 620	2 931
Prêts pour faciliter l'installation	1 001		1 001	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>277 266</b>	<b>248 319</b>	<b>277 266</b>	<b>248 319</b>

#### Provisions sur prêts et créances clients

Ces provisions couvrent :

- Les créances douteuses (arriérés) ;
- Le capital restant dû sur des prêts aux agents dont le recouvrement paraît compromis.

Elles sont constituées de la façon suivante :

- lorsque la date de la première échéance non payée est comprise entre 6 mois et 1 an, la créance impayée est transférée en créance douteuse et provisionnée à 50 % ;
- lorsque la date de la première échéance non payée est supérieure à 1 an, la créance impayée est provisionnée à 100 %.

Toutefois, lorsque l'impayé ne représente qu'une seule mensualité, cette dernière n'est ni prise en compte dans les créances douteuses, ni provisionnée. Cette même règle est appliquée aux créances impayées inférieures à 15,24 €.

#### 4 - État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES	MONTANT BRUT	A 1AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>142 681 375</b>	<b>23 150 126</b>	<b>119 531 249</b>
Créances rattachées à des participations	32 967		32 967
Prêts aux agents (1) (*)	56 872 603	11 047 165	45 825 438
Prêts de réservation (2)	85 673 004	12 000 160	73 672 844
Cautions locaux siège	102 801	102 801	0
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 190 136</b>	<b>630 878</b>	<b>559 258</b>
Clients, douteux ou litigieux	130 304	130 304	0
Débiteurs divers	401 691	401 691	0
Frais de dossier	658 141	98 883	559 258
<b>DES COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	<b>62 538 179</b>	<b>5 112 947</b>	<b>57 425 231</b>
Droits de réservation gérés en flux (3) (*)	62 375 231	4 950 000	57 425 231
Autres charges constatées d'avance	162 947	162 947	0
<b>TOTAL</b>	<b>206 409 689</b>	<b>28 893 951</b>	<b>177 515 738</b>

<b>Renvoi (1)</b>	
Montant :	
- des prêts accordés en cours d'exercice	16 130 450
- des tombées d'échéances de l'exercice	13 308 776
<b>Renvoi (2)</b>	
Montant :	
- des prêts accordés pour les opérations livrées en cours d'exercice	100 000
- des tombées d'échéances de l'exercice	12 726 272
<b>Renvoi (3)</b>	
Montant :	
- des conventions nouvelles signées en cours d'exercice	2 703 000
- des conventions anciennes converties en flux en cours d'exercice	8 281 361
- déduction faite des annulations/minorations de l'exercice	-1 540 000
- déduction faite des reprises de l'exercice	-4 929 059

(\*) Les dates de paiement dépendant des réalisations ou des mises à disposition ne sont pas connues avec précision.

## 5 – Trésorerie

COMPTES	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Comptes à terme	27 500 000	34 000 000
Obligations	2 000 000	2 000 000
Intérêts courus sur comptes à terme	2 165 782	1 736 559
Livrets	639 599	407 807
Contrats de capitalisation	10 000 000	4 000 000
Disponibilités	3 747 916	5 540 888
<b>TOTAL DIVERS DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>46 053 297</b>	<b>49 266 398</b>



## B - PASSIF DU BILAN

### 1 - Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	À L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT		+		-		À LA CLOTURE	
<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>173 546 319</b>	<b>-2 314 306</b>		<b>19 263 514</b>		<b>20 207 118</b>		<b>170 288 408</b>	
<i>Dont subventions affectées et engagées :</i>									
SUBVENTION FONDS DE ROULEMENT	115 251							115 251	
SUBVENTION PARTICIPATIONS	32 967							32 967	
SUBVENTION PRÊTS RÉSERVATION	94 086 775			1 544 500	(F)	12 726 272	(B)	82 905 003	
SUBVENTION PRÊTS AUX AGENTS	54 050 929			2 821 674	(D) (H)	0		56 872 603	
<i>Dont subventions non engagées :</i>									
SUBVENTION IMMOBILIER	25 260 396	-2 314 306	(C)	14 897 340	(E)	7 480 846	(D)	30 362 584	
<b>ECART DE RÉÉVALUATION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>RÉSERVES</b>	<b>11 332 005</b>	<b>-3 000 919</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>8 331 086</b>	
<i>dont réserves affectées et engagées :</i>									
Aux prêts de réservation	2 768 000							2 768 000	(A)
Aux droits de réservation	1 702 693	-79 919	(C)			0		1 622 774	(A)
<i>dont réserves non engagées :</i>									
Affectées à l'immobilier	2 921 000	-2 921 000	(C)					0	
Affectées aux prêts aux agents	0	0				0		0	
Non affectées (réserves ordinaires)	3 940 312	0						3 940 312	
<b>REPORT À NOUVEAU</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-5 315 225</b>	<b>5 315 225</b>	(C)	<b>0</b>		<b>9 204 617</b>		<b>-9 204 617</b>	
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>179 563 098</b>	<b>0</b>		<b>19 263 514</b>		<b>29 411 735</b>		<b>169 414 876</b>	
<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>106 563 400</b>	<b>0</b>		<b>12 685 527</b>		<b>19 783 927</b>		<b>99 465 899</b>	
SUBVENTIONS DROITS DE RÉSERVATION	48 210 587			1 880 000	(D)	13 431 179	(F)	36 660 308	
SUBVENTIONS DROITS DE RÉSERV. GERES EN FLUX	57 859 929			10 729 355	(D) (I)	6 214 053	(I)	62 375 231	(I)
SUBVENTIONS LOGICIELS	360 652			74 555	(G)	120 062	(G)	315 145	
SUBVENTIONS IMMOB. CORPORELLES	132 231			1 617	(G)	18 634	(G)	115 215	
<b>PROVISIONS RÈGLEMENTÉES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RÉSERVES</b>	<b>286 126 498</b>	<b>0</b>		<b>31 949 041</b>		<b>49 195 663</b>		<b>268 880 775</b>	

(A)

Le montant des réserves affectées aux prêts de réservation, qui correspond aux prêts non couverts par des subventions d'investissement, est de 2 768 000 €.

Les réserves affectées aux droits de réservation, qui correspondent aux droits non couverts par des subventions d'investissement, s'élèvent à 1 622 774 €.

Aucune convention nouvelle n'a été financée sur réserves en 2025.

(B)

La diminution de la période correspond à la réaffectation des fonds suite aux remboursements de prêts de réservations effectués par les bailleurs à ASFL. Ces fonds ont été réutilisés pour financer les investissements de l'année (cf (D) (E) (G) et (J) ci-après).

(C)

Conformément aux décisions de l'AGO de juin 2025, une part des subventions non engagées prévues au financement l'immobilier a été reclassée en report à nouveau.

(D)

Le besoin de financement lié aux investissements s'est élevé en 2025 à 7 480 846 € :

- 1 880 000 € concernant de nouveaux droits de réservations ;
- 2 703 000 € concernant de nouveaux droits de réservations gérés en flux ;
- 76 172 € concernant les autres immobilisations (Développements Tipi, Odyssée, dépôt de garantie) ;
- 2 821 674 € concernant l'augmentation de l'encours des prêts accordés aux agents.

(E)

Les ressources ayant permis de financer ce besoin sont :

- Les remboursements de prêts de réservations reçus par ASFL en 2025, à hauteur de 12 726 272 € ;
- Les annulations, minorations, modifications de conventions antérieures pour 2 018 445 € ;
- La totalité des subventions annexes pour 152 622 € ;

Ces ressources couvrant largement les besoins de l'année, il reste un excédent de subventions à affecter à hauteur de 30 362 584 €.

(F)

La diminution des subventions Droits de réservation s'explique par :

- La conversion en flux de conventions pour 8 026 355 € ;
- Les annulations, minorations, modifications de conventions à hauteur de 733 451 € ;
- Un reclassement vers les prêts pour 1 544 500 € (erreur d'affectation n-1) ;
- La consommation annuelle de la subvention correspondant à l'amortissement des droits de réservations pour le solde.

(G)

Les développements informatiques de TIPI et ODYSSEÉ ont été financés pour 74 555 € et diverses autres immobilisations pour 1 617 €.

La diminution du poste correspond à la consommation annuelle de la subvention liée à l'amortissement des investissements antérieurs.

(H)

L'encours des prêts aux agents ayant augmenté en 2025, une partie des remboursements de prêts de réservation reçus cette année ont été réaffectés à ces nouveaux prêts pour 2 821 674 €.

(I)

L'augmentation des financements affectés aux droits de réservations gérés en flux correspond à :

- La conversion en flux de conventions anciennes pour 8 026 355 € ;
- La signature de nouvelles conventions pour 2 703 000 € ;
- Déduction faite d'annulations, minorations, modifications de conventions pour 1 284 994 € et
- Déduction faite de la consommation de ressources correspondant à la mise à disposition de logements pour 4 929 059 € (soit 261 logements sur un total de mises à disposition attendues au 01/01/2025 de 4 978)

## 2 - Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS ISSUS DE	À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	À LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	0					0	
Contributions financières d'autres organismes	0					0	
Ressources liées à la générosité du public	0					0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>					<b>0</b>	

Aucun fonds dédiés à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

### 3 - État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES DETTES	MONTANT BRUT	À 1AN AU PLUS	À PLUS D'1 AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
<b>Dettes sur réservation de logements (*)</b>				
<i>Encours sur subventions</i>				
Droits de réservation	5 667 000	2 833 500	2 833 500	0
Prêts de réservation	2 020 000	500 000	1 520 000	0
<i>Encours sur fonds propres</i>				
Droits de réservation	0	0	0	0
<b>Dettes diverses</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés	136 654	136 654	0	0
Personnels et comptes rattachés	101 703	101 703	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	162 240	162 240	0	0
État, autres taxes	156 417	156 417	0	0
Autres dettes	94 265	94 265	0	0
Prestations accordées et non payées	1 490 250	1 490 250	0	0
Droits de réservation gérés en flux (*)	5 392 250	1 617 675	3 774 575	0
Droits uniques	3 012 500	3 012 500	0	0
Dettes sur aide à la propriété en cours (**)	4 809 966	2 605 104	2 204 862	0
<b>TOTAL</b>	<b>23 043 245</b>	<b>12 710 308</b>	<b>10 332 937</b>	<b>0</b>

(\*) Les dates de paiement des dettes sur réservation de logements dépendant des réalisations ou des mises à disposition ne sont pas connues avec précision.

(\*\*) Les dates de paiement des versements annuels d'aides à la propriété dépendant du type d'opération immobilière et de la date de déblocage des prêts bancaires ne sont pas connues avec précision.

## V - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION

#### 1 - Produits d'exploitation

##### 1-1. Frais de dossier relatifs aux prêts à court terme

Les frais de dossier sont rattachés aux prêts accordés au cours de l'exercice.

Le montant des frais de dossier se répartit de la façon suivante :

Type de prêts	Montant
Amélioration de l'habitat	33 958
Immobilier moyen terme	100 768
Adaptation du logement	1 403
Logement d'un enfant étudiant	637
Prêts équipement logement	8 006
Prêts Sinistre	1 228
<b>TOTAL</b>	<b>146 000</b>

##### 1-2. Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat

Les droits de réservation, le logiciel comptable, le logiciel de gestion des aides et prêts et le logiciel de réservation et attribution des logements sont des immobilisations incorporelles amortissables subventionnées pour leur valeur brute. En contrepartie, la subvention est reprise à hauteur des amortissements pratiqués dans l'année et cette fraction de subvention est rapportée au résultat.

La QP de subvention 2025 s'élève à 8 193 727 € et se ventile comme suit :

Amortissements droits de réservation	3 125 973
Consommation des droits de réservation gérés en flux	4 929 059
Amortissement immobilisations siège	18 634
Amortissement logiciels Odyssée et TIPI	120 062

## 2 - Charges d'exploitation

### 2-1. Dotation aux amortissements sur fonds propres

Les droits de réservation sur fonds propres, livrés depuis 2010, n'étant pas couverts par de la subvention, sont amortis selon les règles comptables de droit commun.

Une dotation aux amortissements de 45 287 € a donc été constituée sans contrepartie en compte de produits.

### 2-2. Aides financières

#### 2-2.1. Aides à la première installation

Au titre de l'année 2025, les aides à la première installation versées en Zone 1 se sont élevées à un montant global de 4 253 718 € se décomposant ainsi :

Aides première année	2 698 351
Aides deuxième année	1 200 412
Aides troisième année	354 954

Les aides à la première installation relatives à la Zone 2 payées en 2025 représentent 2 356 637 €.

#### 2-2.2. Aide à la propriété

Le montant des aides à la propriété accordées en 2025 pour financer une partie des intérêts d'un prêt bancaire immobilier souscrit pour l'acquisition, la construction ou l'extension de la résidence principale se monte à 2 722 386 €.

#### 2-2.3. Aide au logement étudiant

Le montant des aides au logement étudiant versées en 2025 pour financer une partie des frais d'installation d'un enfant étudiant se monte à 346 600 €.

#### 2-2.4. Charges d'inoccupation

Ces charges concernent les logements qu'ASFL a réservés et dont elle prend en charge les loyers en cas d'inoccupation, conformément aux conventions de réservation.

Les dépenses comptabilisées à ce titre s'élèvent à 674 615 € en 2025 contre 652 391 € en 2024.

#### 2-2.5 Frais de personnel

ASFL a un effectif de 29 salariés de droit privé en contrat à durée indéterminée et procède à quelques recrutements en contrat à durée déterminée pour faire face au surcroît d'activité généralement durant la période estivale.

Les dépenses de personnel, salaires et charges sociales s'élèvent à 1 534 802 €<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Les rémunérations des fonctionnaires remboursées via des titres de perception sont inscrites dans les charges externes. En 2025, ASFL a remboursé 1 423 514 € pour les rémunérations des fonctionnaires au titre de 2024.

## **B - RÉSULTAT FINANCIER**

### **Produits financiers**

#### **a - Produits sur comptes à terme**

Cette année, les produits financiers de comptes à terme s'élèvent à 1 000 066 € contre 1 406 957€ en 2024.

#### **b – Produits d'obligations**

Cette année, les produits d'obligations se sont élevés à 120 000 €.

#### **c - Revenus de livrets**

ASFL détient des livrets d'épargne auprès du Crédit Mutuel et de la Caisse d'Épargne, qui ont généré des intérêts d'un montant de 13 792 € contre 29 966 € en 2024.

## **C – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les intérêts des livrets sont taxables au taux de 24 % tandis que les comptes à terme le sont à 10 % ou 24 % selon les produits.

En conséquence, ASFL est redevable de 125 553 € au titre de l'impôt sur les sociétés.

## VI - AUTRES INFORMATIONS

### A - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Moyens mis à la disposition d'ASFL par l'État en 2025

LIBELLÉ	MONTANT
LOGISTIQUE (1)	492
LOCAUX, MATÉRIELS ET MOBILIERS (2)	0
FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE SUPPORT INFORMATIQUES ET TÉLÉPHONIQUES (1)	28 517
GESTION DU PERSONNEL, ACTION SOCIALE, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (1)	0
CONCOURS DES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES (3)	P M
<b>TOTAL</b>	<b>29 009</b>

- (1) - Calculs effectués sur la base des coûts constatés pour les services centraux des ministères économiques et financiers en fonction du nombre de m<sup>2</sup> de bureaux occupés ou des effectifs selon les rubriques
- (2) - Évaluation à partir des données de l'inventaire
- (3) - Le concours des délégations de l'action sociale agissant comme mandataires d'ASFL n'est pas valorisé à ce jour

### B - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération ou avantage en nature n'a été versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (tels que définis par l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif) au titre de l'exercice 2025.

### C - HONORAIRES COMMISSARIAT AUX COMPTES

Le montant des honoraires du Commissaire aux comptes chargé de l'examen et de la certification des comptes est de 21 944 € en 2025.